Déclaration du président burundais devant la 78^e session de l'AGNU

Arrib News, 21/09/2023 – Source Nations Unies – M. EVARISTE NDAYISHIMIYE, Président du Burundi, a considéré que la confiance et la solidarité, en tant que valeurs qui devraient caractériser les relations entre les États, sont fragilisées car mises au service d'intérêts particuliers. Nous devons les libérer, a-t-il plaidé, pour qu'elles soient des valeurs partagées et retrouvent leur sens originel « perdu de manière fracassante avec la colonisation et l'expansion d'autres idéologies » qui veulent que les pays moins développés soient enfoncés davantage au profit des riches.

Pour le Chef de l'État, la colonisation a raté son tournant car elle aurait pu créer une solidarité par la rencontre des cultures et des savoir-faire et par un partenariat mutuellement bénéfique – la place d'un partenariat – de dépendance. Il a blâmé les effets du néocolonialisme caractérisés par l'ingérence multiforme dans les affaires intérieures de développement, l'injustice rationnelle des matières premières et les fortes exigences imposées par les institutions de Bretton Woods. Pour le Président, « l'aide au développement et autre partenariat pour le développement sont autant de termes imprégnés de mauvaise foi ». Ces termes prolifèrent pour voiler l'hypocrisie alors que les ressources mises en action pour espérer des rendements économiques susceptibles d'assurer la relance, elles, régressent, a-t-il jugé. Face à ce constat, il a appelé à transcender les besoins et les intérêts des États, la solidarité internationale devant veiller à ce que tous les pays puissent interagir entre eux sur un pied d'égalité. Le Chef de l'État a ensuite assuré que son gouvernement et le peuple burundais sont déterminés à optimiser les dividendes d'une paix et d'une réconciliation nationale « chèrement acquises ». Pour cela, a-t-il expliqué, notre cheval de bataille est la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre toute forme d'injustice. Il a mis l'accent sur les efforts consentis en matière d'amélioration de la chose publique et de renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance. En instaurant un climat propice aux affaires, le Burundi est devenu un lieu sûr pour les opportunités en matière d'investissement et d'activités économiques diverses, a assuré M. Ndayishimiye. En outre, pour gagner le pari économique, son pays met à l'avant-garde les jeunes et les femmes, lesquels sont de réels acteurs du développement socioéconomique, à travers la promotion de l'entrepreneuriat, l'innovation et l'esprit de créativité. S'agissant de la situation sur le plan régional, le Président, dans le cadre de sa direction de la Communauté d'Afrique de l'Est, il a initié une série d'actions en vue de la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Le Burundi participe également aux opérations de maintien de la paix et la lutte contre le terrorisme en République centrafricaine (RCA) et en Somalie, ce qui témoigne auprès de lui de la volonté du peuple burundais de contribuer à l'avancement d'un monde meilleur et solidaire. Le dirigeant a réitéré son appel à la solidarité internationale pour la pacification de l'est de la RDC, et à ce sujet son soutien indéfectible aux processus de paix de Luanda et de Nairobi ainsi qu'à l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, dont le mécanisme régional de suivi est présidé par le Burundi. Le nouveau condamne les ingérences extérieures dans les affaires des États, y compris au nom des droits de l'homme tout en s'insurgeant également contre les changements anticonstitutionnels de pouvoir qui représentent un sérieux recul en termes d'acquis démocratiques enregistrés depuis plusieurs années en Afrique. L'ordre constitutionnel et le droit doivent primer avant tout, a insisté M. Ndayishimiye, le Burundi restant fermement attaché au règlement pacifique des conflits par la voie du dialogue, de la coopération, de la concertation et de la négociation. Lire l'intégralité de la Déclaration Article